

Menaces, gestes physiques, harcèlement: les acteurs du milieu de l'éducation sonnent l'alarme devant l'augmentation d'enseignants victimes de violence de la part d'élèves ou de parents.

«Un prof qui s'est fait donner des coups de pied, mordre, cracher dessus [...] [Des insultes comme] "ma bitch", "grosse putain". L'intensité a augmenté, la fréquence [...], c'est rendu pire que jamais. Des arrêts de travail reliés à des cas d'agressions [...] il y en a, c'est fou!» lance Marjorie Racine, enseignante au primaire sur la Rive-Sud.



CONTENU PROMOTIONNEL
Quoi savoir sur l'assurance motoneige?

Offert par Promutuel Assurance



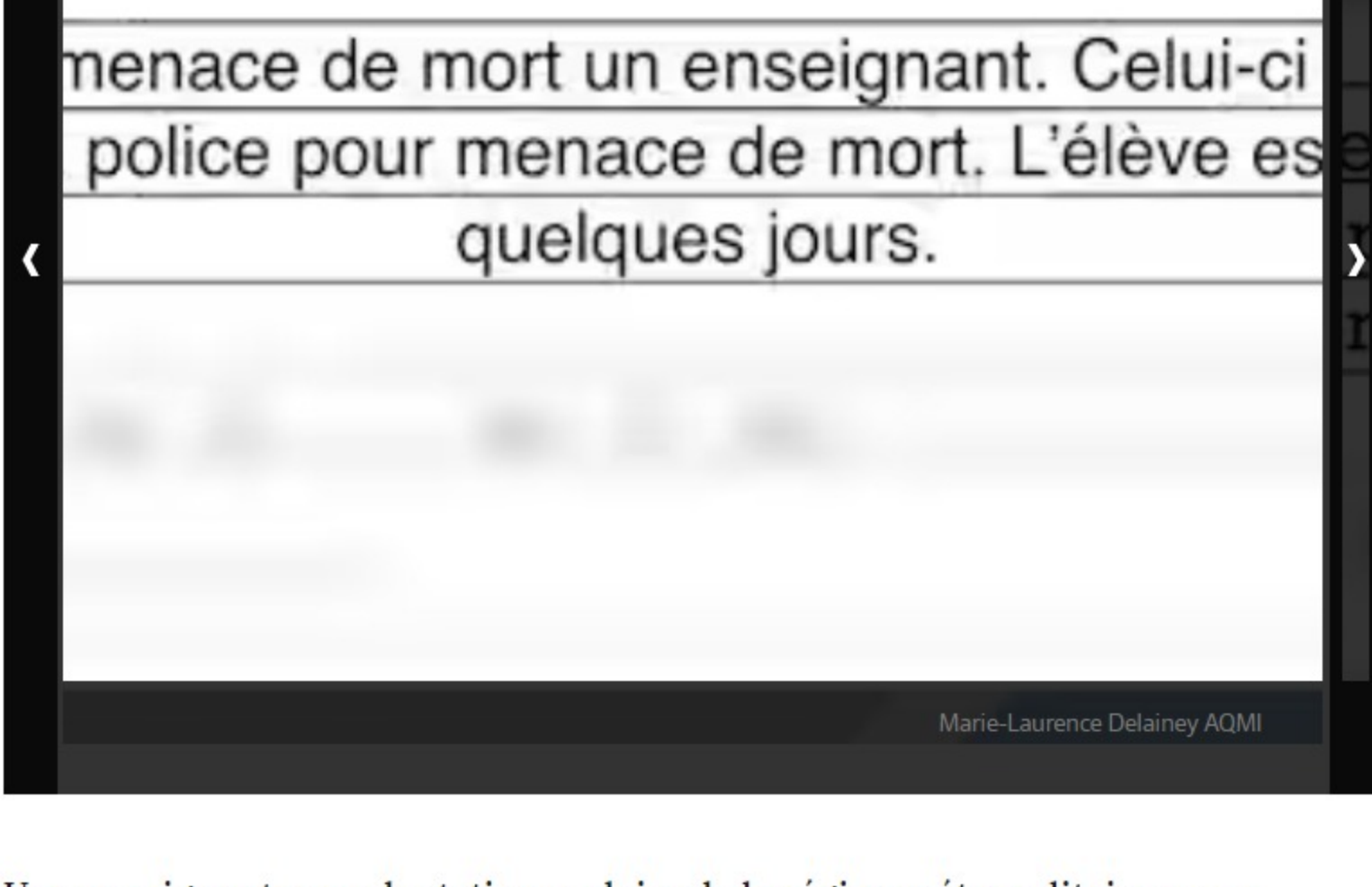
PHOTO FOURNIE PAR MARJORIE RACINE

La dizaine d'enseignants du primaire et du secondaire à qui nous avons parlé et la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) font le même constat: le nombre de cas de violence physique et psychologique est dangereusement en hausse.

La situation est tellement préoccupante que le ministre de l'Éducation a demandé aux centres de services scolaires de recenser les événements de violence à compter de cet automne.

Pour l'instant, les données existantes proviennent de syndicats locaux. Selon le Syndicat de Champlain, en Montérégie, environ 67% des rapports d'accidents de 2023-2024 remplis par les enseignants portaient sur des élèves qui avaient été violents.

Selon le Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage, à Rivière-du-Loup, un enseignant sur cinq en 2023-2024 a dit subir de la violence physique de la part d'élèves et un enseignant sur deux de la violence psychologique. En Estrie, en 2022, 42% des enseignants ont été victimes d'un geste de violence contre 35% en 2018.



Marie-Laurence Delainey AQMI

Une enseignante en adaptation scolaire de la région métropolitaine a par exemple dû s'absenter du travail pendant plusieurs mois après avoir été frappée par un élève du primaire «au bon gabarit». «Il m'a frappée plusieurs fois sur la tempe [...] J'ai commencé à ne pas bien me sentir, je me suis effondrée», raconte l'employée, qui a eu une commotion cérébrale et qui doit garder l'anonymat, car elle n'est pas autorisée à parler aux médias.

L'élève en question s'en était aussi pris à ses pairs et à d'autres membres du personnel. «Toute contrariété pouvait introduire un geste de violence. C'était documenté, le centre de services avait mis des moyens en place [...], mais malgré tout, on n'a pas pu empêcher des gestes de violence», dit-elle.

On assure le bien-être de celles et ceux qui assurent votre bien-être.



L'élève aurait ensuite été transféré dans une autre école du même centre de services scolaire où il aurait, une fois de plus, été violent avant d'être finalement transféré dans une école d'une autre région.

Il menace de s'en prendre à son enseignant

Un enseignant du secondaire de la Montérégie raconte aussi avoir eu maille à partir avec un élève qui avait été transféré dans sa classe en milieu d'année. Parce qu'il n'était «pas d'accord» avec une évaluation, il aurait menacé de s'en prendre à son enseignant sur Teams.

«Ça laissait sous-entendre qu'il y aurait une atteinte physique. J'ai voulu porter plainte à la police. Malheureusement [...], il laissait sous-entendre qu'il allait faire quelque chose, mais comme il ne le nommait pas, je n'ai pas pu aller plus loin», raconte l'enseignant d'expérience dont on doit aussi taire l'identité par crainte de représailles de la direction ou du jeune en question.

L'élève aurait ensuite été changé de groupe et s'en serait pris à l'autre enseignant.

«Il y a eu une atteinte physique sur mon collègue, il s'est retrouvé au mur [...] Je l'ai nommé à ma direction, que le comportement avait une tendance agressive [...] Est-ce que c'est ça qu'on attend qui arrive? Finalement, c'est ça qui est arrivé», déplore-t-il.

«Même *pattern* qui se répète»

La présidente-directrice générale de la FCSSQ, Caroline Dupré, rappelle l'obligation des écoles publiques de scolariser tous les élèves malgré certains événements. «S'il arrive des situations où, par exemple, un élève a eu un geste de violence [...], qu'il y a un interdit de contact avec un autre élève ou un membre du personnel, il faut lui trouver un autre lieu de scolarisation. Malheureusement, des fois, le *pattern* va se reproduire, ce n'est pas ce qu'on souhaite et c'est pour ça que le travail de collaboration avec les parents est essentiel», explique-t-elle.



PHOTO FOURNIE PAR CAROLINE DUPRÉ

Des menaces qui viennent des parents

Mais les parents ne sont pas tous des modèles. Une autre enseignante du primaire de la Montérégie raconte un calvaire vécu avec des parents sur les réseaux sociaux parce qu'ils étaient en «désaccord» avec certaines de ses décisions. «Des parents m'ont menacée de me varger dessus, qu'ils risquaient d'aller en prison s'ils me voyaient en face», explique-t-elle.

M^{me} Racine ajoute que certains ont effectivement plus tendance à être agressifs par écrit. «Des messages en grosses lettres majuscules dans l'agenda, c'est insistant, provocant. Genre: "T'as pas d'affaire à parler de même à mon enfant, c'est de ta faute, tu l'as provoqué" [...] Moi, à mon époque, mes parents disaient: "T'es bien mieux d'écouter ton enseignante." Maintenant, c'est comme si [certains] parents n'acceptaient plus cette forme de respect là», ajoute-t-elle.

Tous les intervenants interrogés par l'Agence QMI souhaitent rappeler l'importance du rôle parental. «Il n'y a pas un enseignant au Québec qui a suffisamment de temps à perdre pour communiquer avec les parents et les informer d'une situation qui ne s'est pas produite à l'école», insiste M^{me} Dupré.

Les enseignants à qui nous avons parlé disent aussi tous que si les événements étaient arrivés en début de carrière, ils auraient quitté le navire. «J'aurais lâché l'enseignement, c'est sûr», a dit l'un d'entre eux.

Le président de la Fédération des syndicats de l'enseignement, Richard Bergevin, demande quant à lui une marche à suivre pour chaque établissement en cas de violence. «On ne peut pas juste être dans un plan de prévention ou de belles publicités, il faut être capable d'agir sur le terrain. Ça prend un protocole très, très clair d'application dans les milieux pour que quand il se produit un tel événement, on y travaille de telle façon», dit-il.

